

Ajournement

Il est incontestable qu'il existe un problème et qu'il faut stimuler la fabrication et la transformation au Canada. De même, il ne fait aucun doute que les avantages fiscaux accordés aux entreprises de fabrication et de transformation ne résolvent pas ces problèmes—c'est-à-dire les problèmes que pose l'accroissement de la fabrication et de la transformation au Canada.

Quiconque étudie la question constate évidemment que le premier ministre et son gouvernement n'ont pas encore de programme complet de direction des affaires économiques du pays. Ils doivent savoir que la plupart de nos partenaires commerciaux paient peu ou pas de droits de douane sur les importations de matières premières et des droits très élevés sur les produits ouvrés et finis; c'est pourquoi ces nations font tout leur possible pour importer nos matières premières et évitent, pour la plupart, d'importer nos produits plus raffinés et finis.

Il nous faut des politiques fiscales qui tiennent plus compte de cette situation. Moins les industries canadiennes sont transformatrices, dans certains domaines au moins, plus elles devraient être imposées. Le Canada qui participera cet automne aux négociations dans le cadre des accords du GATT n'est absolument pas prêt. Si l'on en juge d'après les rapports publiés par les États-Unis et les pouvoirs donnés au président Nixon, les Américains savent ce qu'ils veulent et sont décidés à l'obtenir. Je me demande si notre gouvernement est équipé pour faire face au défi lancé au Canada dans cette matière. Vont-ils s'en sortir? En sont-ils capables? L'expérience du passé m'oblige à en douter.

Il faudrait bien sûr consulter les provinces. Après tout, bien que le commerce international relève clairement de la compétence du gouvernement fédéral, il ne faut pas oublier que les provinces ont, aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, des droits fondamentaux quant à leurs ressources naturelles. Il y a bien des provinces qui ont exigé par une loi que les matières brutes soient transformées jusqu'à un certain degré avant de pouvoir être exportées. De même que l'Ontario a exigé que la pâte à papier soit transformée en papier journal avant exportation, on pourrait prendre des mesures similaires à propos des minéraux et exiger qu'ils soient transformés. Mais chaque province ne peut faire la route seule. Une autre province pourrait profiter de la situation en étant moins stricte et en attirant par là des industries.

Le gouvernement fédéral devrait se préoccuper un peu de la chose et prendre l'initiative d'unifier les efforts de ce genre et peut-être de voir à ce que, d'après les coûts de transport, on s'aperçoive qu'il peut être désirable de ne pas, presque automatiquement, expédier des matériaux bruts mais que, dans certains domaines, cela revient même quelquefois plus cher—en favorisant la transformation en réduisant les tarifs de transport pour les produits finis. En fait, en instituant des tarifs primés pour les produits finis ou transformés par rapport aux produits bruts.

Le gouvernement pourrait envisager d'émettre des licences d'exportation pour exporter des matériaux bruts dans des régions où le chômage est particulièrement élevé et où il n'y a pas véritablement de raison pour que la transformation et la finition des produits bruts en question ne se fassent pas dans cette région. Cela devrait bien sûr être modifiable selon la demande internationale et les besoins canadiens; solution difficile mais possible.

Il se peut que le bill sur l'emprise étrangère, présentement à l'étude au comité, ait sur l'ensemble de la question des conséquences qui, pour indirectes qu'elles soient, n'en sont pas moins souhaitables. Les politiques fiscales actuel-

[M. MacKay.]

les qui favorisent les entreprises de fabrication et de transformation ne sauraient seules fournir les réponses. Ainsi que le signalait le numéro du 7 juillet du *Globe and Mail*, notre balance commerciale avouée pour ce qui est des produits ouvrés est de plus en plus déficitaire. L'auteur, Wayne Cheveldayoff, remarquait notamment ceci:

Depuis un an environ, la formidable augmentation des exportations de nos ressources énergétiques a contribué à empêcher la dévaluation du dollar canadien qui aurait nécessairement reflété la position commerciale de plus en plus menacée en ce qui a trait aux produits ouvrés.

L'exportation de nos ressources énergétiques ne saurait suffire à la tâche. L'auteur poursuit:

En 1972, la balance commerciale du Canada avec l'ensemble de ses partenaires commerciaux a comporté un surplus de 1.3 milliard de dollars. Il en était ainsi que suite d'un excédent de 2.9 milliards pour les matières premières, d'un excédent de 3.1 milliards de dollars pour les produits ouvrés, et d'un déficit de 4.7 milliards de dollars pour les produits finis.

L'année dernière, la balance commerciale avec les États-Unis seulement a fourni un surplus de 1 milliard de dollars, un excédent de 1.3 milliard de dollars pour les matières premières, un excédent de 2.5 milliards de dollars pour les produits ouvrés, ce qui faisait plus que compenser pour le déficit de 2.7 milliards enregistré dans le cas des produits finis.

Monsieur l'Orateur, il est temps que le premier ministre et ses collègues qui dirigent l'économie canadienne manifestent de l'inquiétude, fassent preuve d'initiative et abandonnent ces politiques fragmentées qui n'ont d'autre but que de les maintenir au pouvoir assez longtemps pour créer l'illusion du progrès, du moins jusqu'aux élections imminentes. Qu'ils fassent montre de courage et appliquent quelques politiques dures et pratiques pour le plus grand bien et le progrès à long terme du Canada.

M. Marcel Prud'homme (secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec grand intérêt l'honorable député de Central Nova (M. McKay). Je crois qu'il a soulevé des questions fondamentales au sujet du développement industriel au Canada, du besoin qu'il y a à maximiser les avantages des Canadiens et du caractère désirable d'avoir la plus entière coordination de l'activité gouvernementale dans ce domaine.

J'ai remarqué que les questions de l'honorable député avaient été soulevées à la fin du mois de mars et qu'elles se rattachaient à une déclaration publique qu'avait faite le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Jamieson) qui, à ce moment-là et à plusieurs reprises depuis, a exprimé son désir de voir les sociétés canadiennes tirer un plus grand avantage des ressources naturelles que nous produisons. Monsieur l'Orateur, je puis dire que cet aspect de la question faisait partie de la discussion du ministre avec les provinces au cours de leur récente rencontre.

● (2200)

En ce qui concerne la coordination interministérielle et l'appui de ces objectifs par le gouvernement, je m'en voudrais de ne pas faire allusion aux initiatives du ministre des Finances (M. Turner) au sujet des avantages fiscaux à l'industrie ainsi qu'à l'heureuse déclaration qu'a faite hier le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) au sujet de la création future d'une Banque industrielle et agence de développement de la petite entreprise.

J'ai dit que le gouvernement s'intéressait beaucoup à voir développer les ressources et maximiser les avantages qu'en tireront les Canadiens. Je crois que le député conviendra qu'il s'agit là de l'un des éléments sous-jacents des dossiers du MEER, qui ont été déposés à la Chambre il y a